Stage M1/M2 – Plastiques et Action publique

Recherche sur les politiques publiques locales visant à limiter l'usage des plastiques et la pollution plastique

Contexte

Pollution ubiquiste, le plastique est un hyperobjet au sens développé par Timothy Morton dans la mesure où on ne peut plus lui assigner de contours et de limites, tellement il est présent partout dans l'air, les eaux sous toutes leurs formes. « Ce sont des choses qui sont massivement diffuses [distributed] dans l'espace et le temps par rapport aux humains ».

Depuis plusieurs années le LEESU (Laboratoire Eau Environnement et Système Urbain) mène des recherches pour estimer et caractériser les pollutions plastiques dans les eaux urbaines et dans les milieux naturels.

Cette thématique portée par Bruno Tassin, Rachid Dris et Romain Tramoy se focalise à la fois sur les microplastiques (taille < 5 mm) et sur les macroplastiques (> 5 mm).

Avant de devenir des déchets et de poser des problèmes significatifs de pollution, les plastiques sont des « objets » (contenus et contenants) utilisés dans la vie quotidienne ou des composants de ces objets et matériaux du quotidien. Aussi les pouvoirs publics prennent-ils conscience depuis plusieurs années que pour diminuer les flux de plastique dans les milieux naturels, plusieurs instruments d'action publique sont possibles (mais pas toujours acceptés et mis en œuvre) soit en termes de prévention de l'usage des plastiques soit en termes de gestion des déchets : règlementations visant à la disparition de certains « objets » du quotidien (cf. emballages et sacs plastiques), promotion des bio-plastiques, sensibilisation des citoyen.nes, etc.

Si les collectivités sont encore en tâtonnement pour formaliser, structurer et étendre de nouvelles modalités de traiter les « déchets », modalités qui les amènent à chercher à éviter la transformation des « objets » en déchets (Gobert, Allais, Deroubaix, 2023), elles n'en demeurent pas moins, en lien avec la société civile (associations…), des espaces d'expérimentations, dont il faut pouvoir analyser les dynamiques et inerties. Il s'agit également de mieux comprendre comment ces politiques sectorielles (gestion des déchets, travail sur la commande publique, etc.) s'intercalent et répondent aux objectifs d'une diminution de la pollution plastique. In fine, l'enjeu reste de savoir comment l'action publique a des incidences sur la production réelle de déchets plastiques et sur la manière de penser ce type de déchets.

Le stage aura pour objectif de faire une analyse des politiques publiques locales visant à réduire l'usage des plastiques (prévention en amont de l'usage) et la dispersion des plastiques dans les espaces urbains et naturel (prévention suite à la transformation de l'objet contenant du plastique en déchets). Il s'agit d'une part de comprendre comment les normes européennes et nationales (ex. la loi anti-gaspillage et économie circulaire, dite "loi AGEC") sont déclinées et appropriées par les collectivités locales et d'autre part, comment celles-ci s'emparent de la question de la pollution plastique pour structurer des actions *ad hoc* au niveau local et comprendre comment se diffusent l'information sur ces pratiques.

Objectifs :

- Analyse des politiques publiques nationales visant à réduire la production et la « consommation » des matières plastiques
- Analyse de l'appropriation par les collectivités locales de ce cadre et compréhension des marges de manœuvre qu'elles ont pour définir des politiques de réduction et de prévention de l'usage des plastiques.

Tâches effectuées

- Lecture de la littérature académique et grise sur le sujet de la maîtrise de la pollution plastique à l'échelle du territoire français.
- Sélection de trois collectivités locales soit particulièrement actives pour limiter l'usage et la circulation des plastiques, soit au contraire n'ayant pas mis en œuvre de mesures particulières.
- Entretiens semi-directifs ciblés vers les acteurs des collectivités territoriales qui mettent en œuvre des projets de réduction du plastique.
- Analyse des données et rédaction d'un rapport final.

Profil recherché

M1 ou M2 en sciences humaines et sociales (sociologie, géographie ou science politique…) ayant les compétences et connaissances suivantes :

- Connaissance en analyse des politiques publiques,
- Appétence pour l'enquête de terrain et maîtrise des protocoles d'enquête (entretiens, focus groupes),
- Capacité à travailler en équipe et entretenir une curiosité scientifique pour comprendre les questions des autres disciplines impliquées dans le projet,
- Maîtrise de l'anglais (lecture de documents scientifiques en anglais).

Conditions matérielles

Le stage donnera lieu à une indemnisation réglementaire et à un remboursement des frais de mission. Il commencera le 1er mars 2024 et se tiendra à l'Ecole des Ponts (Champs-sur-Marne, accessibilité par le RER A).

Durée : 5 ou 6 mois

Contact et modalités de candidature

Envoyer CV et lettre de motivation à : Rachid Dris (rachi.dris@enpc.fr) et Julie Gobert (julie.gobert@enpc.fr)

Candidature à envoyer pour le 10 décembre 2023.

Encadrement : Rachid Dris, Julie Gobert

Bibliographie succincte

Morton T., 2013, *Hyperobjects. Philosophy and Ecology after the End of the World*, Minneapolis, University of Minnesota Press,

Blot D., Tramoy R., Gasperi J., Tassin B., 2021, Le continent oublié. Lumières et zones d'ombre des recherches sur la dissémination des plastiques. Nat. Sci. Soc., 29, 4, 469-478.

Gobert J., Deroubaix J.F., 2021, « Réparer, recoudre, restaurer… Des collectivités locales en tâtonnement », Géocarrefour, numéro coordonné par Maccagia F., Cirelli C., Penser le politique par les déchets, n°95, vol. 1, URL : http://journals.openedition.org/geocarrefour/16518